

USURPATION

Une partie de la session qui vient de se terminer à Québec a été occupée par les allées et venues dans la Vieille Capitale de nos délégués civiques, et aussi d'une association privée qui s'était chargée de représenter les citoyens de Montréal et de solliciter en leur nom une foule de réformes sur lesquelles personne, sauf les membres, n'avait été consulté.

Le développement de notre programme nous amène à parler de ces démarches et à étudier un peu le *status* de ces associations multiples qui reparaissent périodiquement, pour se dévouer au salut de leurs concitoyens et promouvoir leurs petites affaires sur le dos des naïfs qui les écoutent.

Ces associations, ces comités, ces ligues, ces alliances, quelles sont-elles?

Toujours les mêmes, ce sont toujours les mêmes individus qui les composent sous des appellations diverses. De très honnêtes gens, je crois, mais enfin encombrants, assommants, propriétaires sans occupation, rentiers sans emploi, sans cesse prêts à faire ce qu'on ne leur demande pas.

Inutile de citer des noms, tout le monde les connaît et personne ne veut les connaître.

Il ne se crée pas une société de tempérance, de construction ou de navigation; une alliance religieuse ou politique, catholique ou protestante; il ne se pose pas une pierre, il ne se plante pas un arbre, il ne s'inaugure pas un pont; il ne se fait pas un baptême, un mariage ou un enterrement, sans que l'on voie surgir ces deux ou trois petits tailleurs de Tooley street, qui pendant un mois se sont accrochés aux pans d'habit, et ont crachouillé, dans les oreilles des députés provinciaux, pour leur persuader que notre ville était aux mains d'une bande de canailles.

En dehors de tout ce qu'il y a d'anti-patriotique dans cette conduite que nous avons reprochée aux conservateurs lors des élections générales, il règne dans les démarches que nous signalons, et qui sont faites non pas au nom pur et simple de l'Association, mais des citoyens de Montréal, un esprit d'usurpation contre lequel il est temps de s'élever et de protester bien haut.

Nous vivons sous le régime de la majorité, n'en déplaise à beaucoup, et la majorité doit dominer dans notre vie sociale tant qu'un bouleversement, que nous ne voulons pas prévoir, et que nous saurions combattre, n'aura pas renversé l'équilibre au profit d'une caste, d'une classe ou d'un groupe privilégié.

Pour représenter les citoyens de Montréal, il faut l'investiture de la majorité, hors laquelle tout n'est que fausseté et contrebande.

L'Association Immobilière avait-elle reçu mission de solliciter les réformes qu'elle prétendait introduire dans notre charte, pour satisfaire ses rancunes ou favoriser ses spéculations financières? Personne ne serait assez fou pour le soutenir, pas un qui ne sache qu'elle est comme ses sœurs, un receptacle de mécontents jaloux, de candidats toujours aspirants et toujours battus, le dernier refuge des *fruits-secs* de notre politique municipale.

De quel droit envahissent-ils alors les couloirs du Palais Législatif pour faire pièce aux élus du peuple, aux échevins de la cité?

Que ces échevins n'accomplissent pas toujours leur mission avec une intelligence et une sincérité hors ligne; que tous leurs actes ne soient pas marqués au coin du dévouement et du désintéressement le plus pur, cela se peut; mais s'il y a faute, erreur ou omission, c'est à la majorité et non à l'Association Immobilière de le déclarer solennellement dans ses comices annuels.

Si ces messieurs veulent parler haut, qu'ils sollicitent donc loyalement, ouvertement, un mandat, mais qu'ils ne tentent de jouer la partie avec des dés pipés.

Nous avons chaque année des élections; un au moins de ces hommes dont on se plaint si fort se présente dans chaque quartier devant l'électorat, et doit compte de sa conduite. Pourquoi donc ceux qui ont ainsi tant à cœur de se dévouer au bien public n'ont-ils pas le courage de disputer un de ces sièges qui leur fait tant envie lorsque maître *Populus* n'a pas voix au chapitre?

Mais non; des échecs trop fréquents ont depuis longtemps indiqué la tendance bien arrêtée de notre majorité à repousser tous ces utopistes et ces égoïstes. Ils s'en consolent en créant un petit Conseil Modèle, où moyennant une faible rétribution ils s'octroyent sans danger ces honneurs et ces charges que la *vox populi* s'obstine à leur refuser.

Nous regrettons sincèrement que la Législature de Québec, par sa trop grande bienveillance, ait semblé introniser cette petite chapelle où il ne manque que les saints, mais dans laquelle il se trouve assez de malins pour se faire tirer les marrons du feu par leurs collègues plus naïfs et plus convaincus.

Pour nous, nous nions à qui que ce soit le droit de supplanter la majorité et d'usurper les droits et privilèges que le suffrage populaire peut seul conférer.